

Entretien avec Jean-Frédéric Poisson.



Article rédigé par *Eric Martin*, le 01 septembre 2016

[Source : Nouvelles de France]

Jean-Frédéric Poisson, vous rentrez d'un voyage en Serbie et en république serbe de Bosnie. Pouvez-vous nous éclairer sur la situation?

J'ai découvert une situation interne et internationale extrêmement complexe. Qu'ils habitent en Serbie ou en République Serbe de Bosnie, les Serbes veulent entretenir une relation de proximité avec la Russie. Ce qui les classe, aux yeux de l'union européenne et de l'OTAN, comme des quasi ennemis.

A l'inverse et dans le même temps, j'ai découvert une amitié profonde du peuple Serbe à l'égard de la France, et une attente envers notre pays de la même intensité que celle que j'avais découverte autour du bassin méditerranéen et au Proche-Orient. Clairement, cette attente nous donne, à l'égard du peuple serbe, des obligations que nous ne pouvons pas ignorer.

Enfin, j'ai bien entendu la crainte majeure des responsables politiques serbes avec lesquels j'ai pu m'entretenir : voir disparaître les Serbes de Bosnie au profit des musulmans qui aujourd'hui dirigent la fédération bosniaque depuis Sarajevo. Et voir disparaître ensuite la Serbie elle-même, au premier motif que leurs principaux amis sont russes ce qui déplaît à une Union Européenne dont les intérêts sont « téléguidés » depuis Washington. On touche là un problème grave et préoccupant. Pourquoi ? Parce que derrière ce jeu géopolitique de tous les dangers se cachent les intentions et la volonté de Bruxelles de favoriser l'expansion et l'implantation de l'Islam en Europe. C'était là le principal motif de ma visite que de vérifier sur place et auprès des protagonistes cette hypothèse, pour le moins tragique.

Vous dites que les Serbes et les Français ont des intérêts communs. Pouvez-vous préciser lesquels?

Ils sont au moins de deux types. Le premier est la contention de la domination de l'Islam sur une partie des terres européennes. Clairement, la politique de Bruxelles, en donnant systématiquement raison aux musulmans de la fédération de bosniaque contre les Serbes de la République serbe de Bosnie, favorise l'essor d'un islam agressif sur notre continent. Le meilleur signe est sans doute la présence de trois camps entraînement de DAECH en territoire bosniaque, sur lesquels la fédération et l'Union européenne ferment les yeux d'une manière gravement coupable.

Le deuxième consiste dans la volonté de voir se réformer l'Union européenne. Les Serbes sont désireux d'adhérer à l'Union, mais ne veulent pas le faire dans les conditions actuelles qu'ils ne considèrent pas conformes à leurs intérêts. C'est peu dire que la France non plus ne peut pas considérer l'organisation de l'Europe actuelle comme conforme à ses intérêts ! C'est la raison pour laquelle peut parfaitement s'envisager que la France et la Serbie partagent la vision d'une autre Europe qui ferait une meilleure part au monde slave, et donc coopérerait d'une manière plus ouverte et plus efficace avec la Russie, grande puissance que personne aujourd'hui ne peut ignorer.

Vous avez expliqué à vos interlocuteurs que la réforme de l'Union européenne passait par un retour à ses racines chrétiennes. Que voulez-vous dire?

Dans le concert international actuel, l'Europe doit prendre conscience du rôle particulier qui est le sien : celui d'un pôle d'équilibre voire de résistance à la domination du commerce international que veulent installer les États-Unis d'Amérique et la Chine. Elle ne peut le faire qu'à deux conditions. La première, c'est

de considérer que le monde slave est, dans cette perspective, un allié majeur. La seconde, c'est d'être fidèle à ses propres racines, ses racines chrétiennes, qui affirment la priorité de la personne humaine sur toute autre forme de considération, et interdisent d'en faire une variable d'ajustement pour quelque politique que ce soit. Le respect de ces deux conditions permettra à l'Europe de reconquérir l'autorité, au moins morale, qu'elle est en mesure d'exercer. J'observe d'ailleurs que, du point de vue du monde arabo-musulman, comme de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud, une telle posture, pour ne pas dire « refondation » européenne, est attendue.

Lors de vos rencontres avec vos interlocuteurs, vous avez semblé récuser le clivage droite-gauche habituel au profit d'un clivage opposant les défenseurs de la dignité humaine ou défenseurs du marché. Pourquoi?

Parce que précisément, c'est le choix fondamental auquel toutes les formations politiques françaises sont confrontées, même si elles ne veulent pas se l'avouer, et à l'exception du Parti Chrétien-Démocrate. Voulons-nous organiser notre société avec la loi du marché comme loi suprême ? Voulons-nous continuer de faire comme si la consommation était le seul horizon collectif possible ? Ou bien préférons-nous au contraire une société plus humaine, moins brutale, moins dominée par l'argent ? Je plaide pour la seconde solution, qui est la seule est la seule capable de favoriser la paix entre les peuples.

La Serbie et la France sont, ensemble, confrontées à la question de l'islam. Que proposez-vous face à ce défi?

L'islam dans son ensemble pose problème aux sociétés occidentales. En effet, pour ne parler que de la France, les conceptions islamiques de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, mais aussi de la laïcité et de la dignité humaine sont en l'état quasiment incompatibles avec notre manière de vivre et de considérer la personne humaine, que ce soit dans ses rapports avec Dieu ou dans ses rapports avec les autres. Pour autant, j'accepte l'idée que de nombreux musulmans souhaitent vivre en paix sur notre territoire national, et de manière loyale à l'égard de nos institutions et de notre mode de vie. Il faut les y aider. D'abord en battant militairement DAECH c'est-à-dire sans doute en renforçant les moyens de la coalition internationale, mais également en cessant de considérer que les Russes et les Syriens sont des quasi-adversaires dans ce conflit. Deuxièmement, une remise à plat de nos alliances à l'international est indispensable : nous ne pouvons pas continuer de considérer comme des amis sans réserve, des Etats qui ont au minimum laissé s'installer DAECH, pour ne pas dire qu'ils l'ont aidé. Je parle bien sûr de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie. Troisièmement, l'emploi de tous les moyens de droit et de toute l'autorité dont dispose l'Etat français pour lutter contre le radicalisme religieux islamiste est indispensable. Expulsion, fermeture de mosquée et école coranique, contrôle des associations cultuelles, tarissement des sources de financement étranger : tout ceci doit être décidé d'urgence, sans concession, et sans condition. Enfin, il reste le volet culturel et politique. La responsabilité de l'Etat ne consiste pas à définir le contenu de l'islam, ni même le chemin critique que les musulmans doivent entreprendre pour se moderniser. Il consiste à protéger les musulmans qui propagent cette vision de la religion, et empêcher les radicaux de prendre la parole à leur place et en leur nom. L'échec des institutions actuelles que sont le Conseil Français du Culte Musulman et l'Union des organisations islamiques de France, est patent. Il est donc nécessaire de les remplacer par une nouvelle instance, dont la seule mission consisterait à contrôler la manière dont l'islam se pratique sur notre territoire.

La Bosnie est sans doute considérée par les musulmans comme un laboratoire de l'application de la charia en Europe. Que reprenez-vous de cette expérience ?

Effectivement, il faut que les français sachent que le front guerrier islamiste est à seulement deux heures d'avion de Paris, c'est tout ! La présence d'un Etat musulman au cœur de l'Europe est la résultante d'un long processus historique, initié au moment de la présence de l'Empire ottoman sur ces territoires, et achevé par les accords de Dayton signés en 1995. Visiblement, personne, pas même les Serbes, de Serbie comme de Bosnie, ne remet en cause le droit des musulmans à vivre en Serbie. Malheureusement, il y a au moins deux événements actuels que les accords de Dayton ne prévoyaient pas. C'est d'abord l'expulsion progressive de la partie musulmane de la Bosnie de tous ceux qui ne sont pas musulmans. Ensuite, c'est le remplacement des Serbes de Bosnie par des musulmans, au moyen d'un affaiblissement progressif de toutes les prérogatives dont jouit pourtant la République Serbe de Bosnie au titre de ces mêmes accords de Dayton. Je comprends la détresse et la souffrance des Serbes en face de cet état de fait. À tout le moins, deux exigences doivent être immédiatement formulées par la France et par l'Union Européenne. La première, c'est le

respect intégral des accords de Dayton et le rétablissement dans toutes ses prérogatives de la République serbe de Bosnie. Deuxièmement, la cessation immédiate de toute forme d'aide et de soutien européen à la fédération de Bosnie, tant que les trois camps d'entraînement de DAECH qui s'y trouvent, continueront d'y être actifs. Il en va de la sécurité de l'Europe, et du crédit de ses institutions dans cette région.

Dans cette région de l'Europe, les catholiques croates et les orthodoxes serbes ont souvent été opposés. Pensez-vous qu'ils aient désormais des intérêts communs ? Et, si oui, comment pensez-vous qu'ils puissent les défendre ensemble ? Pouvons-nous les aider à s'unir pour cela ?

Je sais que les Croates et les Serbes se sont opposés de manière extrêmement violente, et depuis longtemps. La guerre de Yougoslavie, alimentée par l'Occident, n'a rien arrangé à cette situation, et l'a même sans doute aggravée. Les Français savent la difficulté qu'il y a à faire la paix avec un peuple souvent affronté au cours de guerres meurtrières. Il n'y a pas de raison que ce que nous avons réussi à faire avec les Allemands soit impossible aux Serbes et aux Croates. Aujourd'hui, les peuples Serbe et Croate sont tous deux en contact avec l'islam agressif. C'est pourquoi cette réconciliation devient indispensable, particulièrement pour les Serbes et les Croates qui vivent aujourd'hui en Bosnie. Mon ambition est que la France, en dépit de ses errements passés et actuels, puisse participer, dans un avenir très proche, à cette réconciliation. J'en ai personnellement la volonté. Je travaillerai à la faire partager par le plus grand nombre possible de responsables politiques français.

Vous êtes candidat à la primaire de la droite. Quel message souhaitez-vous porter dans ce contexte ?

Je veux avant tout porter un message de cohérence. Tous les autres candidats à cette primaire ont alimenté, activement, la diplomatie, les politiques d'immigration et de complaisance à l'égard de l'islam dont nous payons les conséquences aujourd'hui. J'ajoute que leur conception de l'Europe, qui renonce à faire du continent autre chose qu'un espace de commerce, est clairement contraire aux intérêts européens, y compris donc ceux du peuple français et du peuple serbe. Mon ambition pendant cette élection est de dire aux Français que la croissance économique et la lutte contre les déficits publics ne peuvent pas être l'alpha et l'oméga des programmes de réformes de la France. Ce déplacement en Serbie et en République serbe de Bosnie m'ont conforté dans cette vision : on ne reformera la France qu'en travaillant à reconstituer la solidité de notre peuple, de notre culture et de notre histoire. Et la France ne pourra y réussir vraiment qu'en étant ambitieuse pour elle-même et pour l'ensemble des peuples européens. L'échéance présidentielle française 2017 ne se résume pas à un enjeu de gestion : elle représente un enjeu de civilisation. C'est ce que me rappellent tous les interlocuteurs que je rencontre lors de mes déplacements à l'étranger, qui attendent parfois beaucoup plus de la France que les Français n'en attendent eux-mêmes. On pourrait s'en désespérer. J'en tire au contraire une détermination et une espérance renforcées.